

SÉRIE DE POLICY BRIEFS DU PROJET GROW AFRIQUE DE L'OUEST



Adapter les services de garde d'enfants aux besoins de la classe moyenne féminine en Afrique de l'Ouest

RÉSUMÉ EXCÉCUTIF

Ce Policy Brief présente une analyse approfondie des services de garde d'enfants pour les ménages de la classe moyenne féminine au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Il examine les dépenses de consommation, les déterminants des choix de services de garde, ainsi que les élasticités de la demande en fonction du revenu et du coût des services. Les données montrent que les ménages de la classe moyenne féminine allouent une part importante de leurs dépenses aux besoins alimentaires et non alimentaires, et les services informels répondent davantage aux variations de revenu que les services formels. Ce document recommande des politiques pour améliorer l'accès à des services de garde abordables et de qualité, afin de soutenir la participation économique des femmes.

POINTS SAILLANTS

- En Afrique de l'Ouest, les ménages de la classe moyenne consacrent encore près de 46,4 % de leur budget à l'alimentation, limitant les ressources allouées à d'autres services, dont les services de garde.

La proximité, le coût et la qualité sont des facteurs clés dans le choix du service de garde pour les familles de la classe moyenne.

- La demande de services de garde évolue en fonction du revenu, avec une forte sensibilité pour les services informels.

- Il est essentiel d'étendre l'accès aux services de garde abordables et de renforcer la qualité des services pour soutenir la participation économique des femmes de la classe moyenne.

INTRODUCTION

L'émergence de la classe moyenne féminine en Afrique de l'Ouest a engendré une évolution des comportements de consommation, notamment en ce qui concerne les services de garde d'enfants. Les choix des ménages sont influencés par le coût, la qualité, la proximité des services et le niveau de revenu.

Cette note vise à identifier les déterminants de ces choix et à proposer des politiques pour améliorer l'accès aux services de garde de qualité.



MÉTHODOLOGIE

Cette analyse s'appuie sur des données de l'enquête menée par le CRDI en 2022 sur les ménages et les services de garde en Afrique de l'Ouest. Elle adopte une approche mixte combinant des méthodes quantitatives et qualitatives pour explorer la structure des dépenses de consommation et les facteurs influençant le choix de services de garde d'enfants.

1. Analyse des dépenses et préférences des ménages

Les dépenses de consommation des ménages de la classe moyenne incluent les produits alimentaires, les biens durables, ainsi que les services de santé et d'éducation. Une analyse en correspondance multiple (ACM) permet de mieux comprendre comment ces dépenses sont structurées et comment elles influencent les choix de services de garde. Les préférences des familles sont également examinées à travers des modèles de régression logistique multinomiale et le modèle Almost

Ideal Demand System (AIDS), ce qui permet de mesurer la sensibilité des familles au coût et à la qualité des services.

2. Variables clés dans le choix des services de garde

Les variables analysées incluent la proximité des services de garde par rapport au domicile ou au lieu de travail, le coût des services, la qualité de l'enseignement, et les niveaux de satisfaction liés à l'accueil des enfants. En étudiant ces éléments, l'objectif est de déterminer comment les services de garde peuvent mieux répondre aux besoins des familles de la classe moyenne.

RÉSULTATS PRINCIPAUX

Les résultats de cette analyse montrent que la structure des dépenses de la classe moyenne est dominée par l'alimentation, et que la demande de services de garde dépend fortement du revenu et du coût des services.

1. Structure des dépenses de consommation

Les dépenses alimentaires représentent une part importante du budget des ménages de la classe moyenne, absorbant en moyenne 46,4 % du budget dans les quatre pays étudiés. Les dépenses en biens durables suivent avec environ 20,9 %, tandis que les budgets alloués à l'éducation et à la santé restent relativement modestes (3,3 % et 7,3 % respectivement). Cette répartition des dépenses reflète une priorité accordée aux besoins fondamentaux, limitant les ressources disponibles pour des services comme la garde d'enfants.

2. Facteurs influençant le choix des services de garde

Le choix du service de garde est influencé par plusieurs facteurs essentiels. Par exemple, les familles préfèrent des services proches de leur domicile ou lieu de travail, augmentant le risque relatif de choisir une crèche ou une maternelle de 1,9 % lorsqu'elle est située à proximité. De plus, la qualité de l'enseignement

offert joue un rôle important dans le choix du service de garde. Les ménages qui recherchent une qualité supérieure sont plus enclins à opter pour des crèches, avec un risque relatif de 2,68 % pour les ménages satisfaits de l'accueil de leurs enfants dans les services de garde.

3. Sensibilité au revenu et au prix des services

La demande pour les services de garde varie en fonction du revenu des ménages, avec une forte élasticité pour les services informels. Une augmentation de 1 % du revenu entraîne une hausse de la demande pour les services informels de 1,069 %. À l'inverse, les services formels, comme les crèches et les maternelles, sont moins sensibles aux variations de revenu, bien que le coût puisse influencer la demande pour ces services.

	<i>Côte d'Ivoire</i>	<i>Bénin</i>	<i>Burkina Faso</i>	<i>Sénégal</i>	<i>Ensemble</i>
<i>Garderie informelle</i>	-	0,604	1,002	0,635	1,069
<i>Crèche</i>	1,062	0,923	0,884	1,033	0,792
<i>Maternelle</i>	0,876	0,858	0,789	0,871	0,784
<i>Primaire</i>	0,886	0,796	0,067	0,834	0,633

Source : Les auteurs, à partir des données primaires du projet CDRI (2022).

Élasticités de demande-coût des services de garderie d'enfants dans les quatre pays de l'Afrique de l'Ouest.

	<i>Coût Informelle</i>	<i>Coût Crèche</i>	<i>Coût Maternelle</i>	<i>Coût Primaire</i>
<i>Demande Informelle</i>	- 0,105	- 0,437	- 0,197	- 0,378
<i>Demande Crèche</i>	- 0,597	0,135	- 0,668	- 0,606
<i>Demande Maternelle</i>	-0,00014	- 0,045	- 0,774	- 0,0222
<i>Demande Primaire</i>	- 0,230	- 0,264	-0,0548	- 0,455

Source : auteurs à partir des données primaires du projet CDRI (2022).

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Les résultats soulignent l'importance de rendre les services de garde plus accessibles et abordables, afin d'améliorer l'insertion économique des femmes de la classe moyenne.

1. Subventionner les services de garde pour les ménages à revenu moyen

Mettre en place des subventions :

Offrir des aides financières ciblées pour les familles ayant des enfants en bas âge afin de réduire le coût des services formels (crèches, garderies). Les subventions pourraient être ajustées en fonction du revenu des ménages pour garantir l'accessibilité des services de qualité à toutes les familles.

Introduire des incitations fiscales pour les entreprises :

Encourager les entreprises à offrir des services de garde sur place ou à proximité du lieu de travail en accordant des réductions fiscales. Cela permettrait de faciliter l'équilibre entre vie professionnelle et familiale pour les femmes de la classe moyenne et d'améliorer leur participation économique.

2. Améliorer la qualité et la réglementation des services informels :

Établir des normes de qualité :

Mettre en place des directives nationales pour réguler les services de garde informels, y compris les garderies communautaires et les nounous à domicile. Les normes devraient porter sur les qualifications des prestataires, les ratios enfants/adultes, et les conditions sanitaires.

Fournir des formations aux prestataires de services informels :

Offrir des programmes de formation réguliers pour améliorer les compétences des prestataires, notamment en matière de développement de l'enfant, de sécurité et d'hygiène.

Mettre en place un système d'accréditation :

Développer un mécanisme d'accréditation pour les services de garde communautaires et informels, qui certifie la qualité des services fournis et garantit la sécurité des enfants.

3. Développer les services de garde de proximité dans les zones urbaines

Créer des centres de garde subventionnés :

Mettre en place des garderies subventionnées dans les zones urbaines à forte densité de population où les besoins sont les plus pressants. Cela permettrait de réduire les temps de déplacement des parents et d'améliorer l'accès aux services de garde.

Favoriser les partenariats public-privé pour la construction de crèches :

Collaborer avec le secteur privé pour construire des crèches accessibles financièrement et bien situées. Les partenariats public-privé pourraient également inclure des arrangements pour que les entreprises financent partiellement les coûts de garde pour leurs employés.

4. Sensibiliser les familles à l'importance de l'éducation précoce

Lancer des campagnes d'information :

Promouvoir les bénéfices des services de garde formels pour le développement cognitif et social des enfants à travers des campagnes de sensibilisation. Les parents devraient être informés de l'impact positif de l'éducation précoce sur la réussite scolaire future.

Incorporer des programmes éducatifs pour les parents :

Offrir des ateliers et des programmes de formation pour les parents afin de les sensibiliser aux meilleures pratiques en matière d'éducation des jeunes enfants et d'encourager une participation plus active au processus éducatif.



BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Banerjee, A. V., & Duflo, E. (2008). What is middle class about the middle classes around the world? *Journal of economic perspectives*, 22, 3–28.
- Boussetin, A. & Ray, J. (2012). Participation des mères au marché du travail et disponibilité locale des services collectifs de garde d'enfants. Application au Luxembourg. *Revue économique*, 2(2), 215–233. <https://doi.org/10.3917/reco.632.0215>
- Kim, J., & Fram, S. (2009). Profiles of choice: Parents' patterns of priority in child care decision-making. *Early Childhood Research Quarterly*, 24, 77–91.

IDENTITÉ DU PROJET

Nom du projet :

Classe moyenne féminine et demande de service de garde d'enfants en Afrique de l'Ouest : cas du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal.

Coordonnateur :

Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), Canada

Consortium

Université Amadou Mahtar MBOW (UAM), Sénégal
Laboratoire de Recherche sur les Institutions et la Croissance (LINC),
Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD),
Sénégal

Plan de financement :

Le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF), accord de subvention avec le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) pour le projet no 109627 – 001

Durée : Première échéance : Mars 2021 – Août 2023 (30 mois)

Budget : 488 600 dollars canadiens (CAD)

Pour plus d'informations

Dr Flaubert Mbiekop, Spécialiste de Programme Principal

Immeuble 2K Plaza, Route des Almadies, Dakar, Sénégal

P.O. Box 25121 CP10700 Dakar, Fann, Sénégal

Courriel : fmbiekop@crdi.ca

• Série de Recherches GROW Afrique de l'Ouest

La Série de Recherches GROW Afrique de l'Ouest regroupe des recherches sur l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest. Elle fournit une base conceptuelle et empirique pour l'élaboration de politiques. Cette série est coordonnée par le Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES) et publiée par le Forum pour l'Autonomisation Économique des Femmes en Afrique de l'Ouest (**FAUEFAO** - www.fauefao.org).

Rue 10 prolongée – Dakar

Phone: (221) 33 864 77 57

E-mail: contact@cres-sn.org

www.cres-sn.org

Auteurs

Clément **KOUADIO KOUAKOU**

Mathilde **ENOUGA**

Moussa **THIAW**

Josiane **KENGNE**

PARTENAIRES



FAUEFAO



IDRC · CRDI

Canada